

RDC: le soutien de l'Ouganda aux rebelles du M23 pointé par un nouveau rapport des experts de l'ONU

Comme tous les six mois, les experts onusiens mandatés par le Conseil de sécurité des Nations unies ont rendu leur rapport sur la situation en République démocratique du Congo (RDC). Un état des lieux sur le niveau de violences auquel est confronté le pays et notamment les provinces de l'Est. L'une des révélations de ce rapport est le rôle que l'Ouganda voisin joue dans le conflit qui oppose les forces loyalistes de RDC au groupe armé M23, soutenu par le Rwanda.

Publié le : 08/07/2024

<https://www.rfi.fr/fr/afrique>



[Image d'illustration] Un soldat des FARDC (Forces armées de la RDC) se tenant sur une position militaire, dans la province du Nord-Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo, le 14 mai 2024. AFP - ALEXIS HUGUET

Depuis deux ans maintenant, chaque rapport publié par les experts des Nations unies montrait, preuve à l'appui, la montée en puissance du soutien du Rwanda à la rébellion du M23 qui sévit actuellement dans la province du Nord-Kivu. Cette fois-ci, un autre acteur régional est pointé du doigt : l'Ouganda.

Le groupe démontre comment les officiels ougandais ont laissé les troupes du M23 et de l'armée rwandaise transiter par l'Ouganda sans aucune limite. Une présence importante et visible qui, selon les experts, n'a pas pu passer sous les radars du renseignement ougandais. Le rapport conclut donc à « *un support actif* » de certains officiers de l'armée et du CMI, les renseignements militaires.

Mais les experts vont plus loin puisqu'il n'est pas question que de transit sur les terres ougandaises : des responsables du mouvement armé se sont aussi rendus en Ouganda. Selon le rapport, Sultani Makenga, le chef militaire du M23, a été signalé plusieurs fois cette année à Entebbe et Kampala. Corneille Nangaa, le chef de la branche politique, a lui résidé

un temps dans la capitale ougandaise. Il y a même tenu des réunions avec des représentants de certains groupes armés congolais.

Renforcement du soutien rwandais

Concernant le rôle déjà connu du Rwanda, les experts détaillent cette fois-ci la montée en puissance de l'aide militaire. On peut lire dans le document qu'au mois de janvier 2024, au moins 1 000 soldats rwandais (RDF) ont franchi la frontière au niveau de Kibumba, dans le territoire du Rutshuru. Des effectifs qui sont venus s'ajouter à ceux déjà présents dans cette région dénommée le « petit Nord ».

Les experts estiment qu'il y avait entre 3 000 et 4 000 RDF déployés dans les territoires du Rutshuru, Masisi et Nyiragongo, au moment où ils mettaient le point final à leur rapport. Davantage donc que l'effectif du M23 estimé lui à 3 000 combattants. Des militaires avec un équipement de pointe et des véhicules blindés équipés de radars et de missiles sol-air.

Les experts notent aussi que cette montée en puissance n'a absolument pas été freinée par les multiples condamnations internationales. En effet, entre février et mars 2024, plusieurs organisations étatiques et gouvernements occidentaux, dont les États-Unis, la France et l'Union européenne, ont demandé aux M23 de retirer ses troupes de RDC. En avril, le Conseil de sécurité des Nations unies avait, lui aussi, condamné « *le support militaire étranger au M23* ».

Naissance de l'Alliance du fleuve Congo

Ce rapport des experts onusiens est le premier publié depuis l'annonce de la création de l'Alliance du fleuve Congo de Corneille Naanga, ancien président de la Commission électorale congolaise du temps de Joseph Kabila. Les experts détaillent le processus de création de ce mouvement politico-militaire avec notamment les nombreux déplacements dans la région des Grands Lacs des différents responsables.

Dans le document, il est écrit que le M23 et le gouvernement rwandais ont vu l'émergence de l'AFC comme « *une opportunité de légitimer le M23 et ses réclamations, tout en diminuant le rôle du Rwanda dans la crise* ».

L'Alliance continue de recruter d'autres partenaires. Au Sud-Kivu, notamment, plusieurs leaders de groupes armés ont été approchés par l'AFC, ce qui contribue, selon le rapport, à faire naître « *des tensions entre et au sein des groupes armés au Sud-Kivu au cours des derniers mois* ».

Les ADF, le groupe le plus meurtrier

Dans les 45 pages du rapport est aussi évoquée l'intensification des activités du groupe ADF (*Allied Democratic Forces*) avec des attaques principalement contre des civils, au Nord-Kivu et en Ituri. Les ADF sont actuellement en RDC le groupe armé le plus meurtrier puisque près de 1 000 victimes ont été recensées en 2023, selon les auteurs.

Autre constat des experts : la montée de l'utilisation des enfants soldats dans les conflits à l'est de la RDC. « *Le recrutement d'enfants a atteint un niveau alarmant au début de l'année 2024* », peut-on lire. C'est principalement dans le Nord-Kivu que les belligérants utilisent des enfants soldats dans les différents camps.

Tout d'abord, le M23 et le Rwanda sont mis en cause. Des recrutements qui ont surtout eu lieu, pour les experts, après l'offensive d'octobre 2023. Des enfants, de 10 ou 12 ans, recrutés en RDC dans les zones contrôlées, et parfois enrôlés de force. Le rapport évoque aussi des recrutements dans les camps de réfugiés au Rwanda (Mahama, Gisagara, Kizimba et Gihembe) et en Ouganda (Kyaka II et Nakivale).

Du côté de la coalition gouvernementale, les groupes wazalendos sont aussi accusés d'utiliser des enfants dans les combats. Le rapport évoque la présence d'enfants armés aux alentours de Goma et de Saké, près des camps de déplacés notamment. Plusieurs groupes sont cités dans ce document : le NDC-R/Guidon, l'APCLS, les FDLR, l'UPCRL...

Enfin, sur cette question, le rapport note que « *même si les FARDC [Forces armées de la RDC, NDLR] et certains chefs de groupes armés auraient interdit le recrutement et l'utilisation d'enfants et que certains groupes ont formellement accepté de les libérer de leurs rangs, le Groupe n'a trouvé aucune preuve que de telles initiatives soient mis en œuvre par l'un des groupes Wazalendo* ».

Vers de nouvelles sanctions ?

Tout au long du document, les experts estiment qu'une grande partie des faits relatés peuvent faire l'objet de sanction. Ce rapport doit donc théoriquement servir de base de travail pour le comité Adhoc des Nations unies. C'est à partir de ces accusations que des sanctions, notamment économiques, peuvent être prises au niveau de l'ONU contre des acteurs impliqués dans les différents conflits.

Enfin, ces rapports peuvent aussi jouer un rôle de plaidoyer au niveau des États. Jusqu'ici, en effet, c'est sur la base du travail des experts de l'ONU que plusieurs gouvernements ont condamnés l'action du Rwanda dans l'est de la RDC et lui ont demandé de retirer sans délais ses militaires présents dans la zone.